Pays musulmans, laissez enfin - Israël en paix !

écrit par Jean-Louis Chollet | 10 mars 2024





La superficie du monde arabe est de 13,33 millions de kilomètres carrés, soit 3 fois celle de l'Union européenne et 8,9 % de la surface des terres émergées du monde. Bahreïn est le plus petit État arabe avec 707 km2 . L'Algérie est le pays arabe le plus vaste, s'étendant sur 2 381 741 km2 . De son côté, le territoire d'Israël couvre 22150 km2, soit un rapport de 600/1 ! En clair, la superficie des pays où

l'islam est religion officielle dans le monde représente 600 fois celle d'un tout petit pays où la religion officielle est le judaïsme. Édifiant ! Alors, où est le problème des musulmans ?

La haine des musulmans pour les juifs et les chrétiens a toujours été vive .

L'Histoire d'Israël est complexe, comme l'Histoire de France, tant les interactions entre ses différents acteurs historiques sont intenses. Mais une approche rigoureuse, tant par les historiens que les exégètes, montre à l'évidence son existence plus de 1000 ans avant Jésus Christ. Ce dernier fait d'ailleurs partie intégrante de l'histoire du Judaïsme ; Abraham, Moïse et David sont considérés par certains comme ses pères. On retrouve bien évidemment ces liens dans le berceau géographique des deux principales religions dans le Royaume d'Israël avéré dès le dixième siècle avant notre ère chrétienne. Cette partie de l'histoire des religions est donc avérée bien avant celle des musulmans, qui révèlent l'islam lors de l'apparition de l'Ange Gabriel à Mahomet en 610 après Jésus-Christ, à la grotte de Hira, sur le Jabal al-Nour (Mont de la Lumière), une colline située dans la grande banlieue nord-ouest de La Mecque, en Arabie saoudite.

Pourquoi dès lors, pour les musulmans, revendiquer Jérusalem comme un lieu de culte majeur de l'islam quand cette Capitale est située au centre de la Judée-Samarie, région elle-même au centre du Royaume historique d'Israël, et alors que la terre qui l'entoure était à l'origine peuplée de Cananéens, avant les douze tribus d'Israël?

Bien longtemps après, en 1920, placé sous mandat britannique, partagé par l'ONU en 1947, ce territoire devint ensuite Israël en 1948 après une longue histoire tourmentée au milieu d'un monde devenu musulman et la proclamation de son indépendance par David Ben Gourdon. « Osons cette

constatation : à la veille du XIXe siècle, la « Palestine » n'existe pas. L'Empire ottoman ne comprend alors aucune unité ou subdivision administrative distincte qui corresponde à l'antique Judée ou au territoire qui sera délimité ultérieurement par les Britanniques pour devenir la Palestine mandataire. Il n'a d'ailleurs jamais contenu pareille entité au cours de son histoire. » (Nathan Weinstock — Terre promise, trop promise — 2011)

La haine existentiel des musulmans pour les Juifs, qui date de l'origine de l'islam, semble s'être aujourd'hui cristallisée sur ce coin de terre et s'est développé pour des raisons complexes, principalement d'ordre théologique, depuis quatorze siècles dans un sombre dessein suprémaciste. Ils ne semblent pas pouvoir admettre que leur religion est née plus de deux millénaires après la religion juive et six siècles après l'avènement du Christianisme. Quand on y regarde de plus près, ils ont d'ailleurs tenté de copier une grande partie de leurs fondements pacifiques — période de La Mecque -, mais se sont très vite laissés emporter par la vindicte de leur prophète - période de Médine - avide de pouvoir, de richesses, guerrier sanguinaire — au contraire d'Abraham et de Jésus. Dès lors, ils consacrèrent leur temps et leurs efforts dans la conquête et la soumission d'une partie du Moyen-Orient et de l'Europe actuelle - dont ils furent repoussés, pour piller leurs richesses, matérielles et humaines avec une apogée contemporaine terrifiante avec le massacre horrible du Hamas le 7 octobre 2023. Car, ne nous y trompons pas, c'est bien de la même haine ancestrale pour les juifs qu'il s'agit. On en voit le paroxysme aujourd'hui avec la rétention dangereusement létale des otages encore vivants qui montre à quel point l'ignominie se transcende de génération en génération. On peut également penser à une forme de jalousie tant le peuple Juif, qui compte pour 1% de la population mondiale, a apporté de valeurs ajoutées aux différentes richesses des sociétés occidentales. Dans ce cadre, on peut raisonnablement se demander si les pays musulmans comme l'Iran ou le Qatar qui arment le Hamas et le Hezbollah et d'autres mouvements terroristes ne seraient pas co-responsables de la mort de leurs coreligionnaires gazaouis car ils savaient que si l'un de leurs bras armé venait à attaquer lâchement le peuple d'Israël, ce dernier ne resterait pas immobile!

Tabari (Historien persan Arabe — 839-923), une référence car l'un des premiers historiens de l'islam et exégète du Coran : « Le Prophète leur dit: Ô vous, singes et cochons, comment avez-vous observé la volonté d'Allah? Les juifs répliquèrent: Ô Muhammad, tu ne nous as jamais insultés, pourquoi le fais-tu aujourd'hui? C'est Allah qui le fait, répondit le Prophète. »

À notre époque, depuis la guerre de 1967, les monarchies arabo-pétrolières adoptent un discours anti-Israël. L'État hébreu, est devenu « l'ennemi sioniste » qu'il faut combattre à tout prix. « Le soutien à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et la préservation de la solidarité pan-arabique sunnite étaient considérés comme un agrégat essentiel pour la stabilité des monarchies du golfe.

L'État hébreu a pourtant été, depuis, officiellement reconnu par l'Égypte, avec laquelle les Israéliens ont signé un traité de paix en 1979, et par la Jordanie, depuis 1994. Pour les monarchies du Golfe, toute reconnaissance d'Israël semblait donc jusqu'à maintenant soumise à un règlement préalable du conflit. Cela faisait pourtant plusieurs années que les deux parties se rapprochaient peu à peu. Jusqu'à dessiner une nouvelle alliance au Proche-Orient. C'était, on s'en souvient, l'un des objectifs de la mission fixée par la Maison Blanche sous le mandat de Donald Trump, défendue avec zèle par le Secrétaire d'État Mike Pompeo.

Le premier acte d'un basculement du paradigme en Iran aurait pu créer la surprise En 2018, Donald Trump dénonçait l'accord sur le nucléaire iranien et annonçait qu'il allait « réinstaurer les sanctions économiques au plus haut niveau », ce qui avait fait bondir l'ex-président Barack Obama et le Président français Emmanuel Macron. Les subtilités d'une telle position géostratégique — et son analyse — restent du domaine des experts en politique internationale. Il n'est pas question, ici, de revenir sur les possibles enjeux nucléaires ou ceux d'une mainmise occidentale sur telle ou telle richesse pétrolière : ici encore, cela reste du domaine des spécialistes.

Le principal ennemi d'Israel, L'Iran, arme également le Hezbollah, situé au cœur du Moyen-Orient et à la frontière nord d'Israël. Cette « mollarchie » schizophrénique — officiellement une république islamique — est une théocratie d'un autre âge qui s'est éloignée à des années-lumière de la modernité de la dernière dynastie ayant régné sur l'Iran de 1925 à 1979. Un demi-siècle de progrès qui permit à ce pays de devenir un acteur moderne incontournable au Moyen-Orient. Le chah d'Iran avait doté son pays d'institutions démocratiques, d'un outil industriel performant et d'une agriculture en voie de modernisation. Même si cela n'était pas parfait, aux dires de certains, l'ordre y régnait et seule une certaine dissidence — en général une opposition populaire et religieuse chiite — y était régulièrement embastillée.

On se souvient également que, depuis sa création, en 1948, et jusqu'à la Révolution iranienne en 1979, Israël a connu des relations cordiales avec l'Iran, alors dirigé par la Dynastie Pahlavi, considéré alors comme son meilleur ami musulman au Moyen-Orient. Aujourd'hui, la population de l'Iran — plus de quatre-vingts millions d'habitants — est majoritairement jeune. Elle n'a pas connu l'autre vie, celle de leurs parents sous l'ancien régime. Elle vit depuis les difficultés quotidiennes d'un décalage très important entre

le monde moderne extérieur et l'archaïsme sociétal de son pays. Après plus de quarante-cinq ans de dictature religieuse, cette jeune population aspire à la liberté et le mouvement récent des femmes qui retirent leur foulard en public — associé à une fronde grandissante de l'ensemble de la population pour protester, notamment, contre la vie chère — prend de l'ampleur, malgré les nombreuses arrestations opérées par le régime des vieux mollahs.

On peut, dès lors, raisonnablement se demander si - pour une fois — les dirigeants américains, emmenés par Donald Trump, et peut-être avec l'aval de la Russie et d'Israël, n'avaient pas tenté le bon choix stratégique en donnant à l'Iran la possibilité de renverser le gouvernement de vieillards religieux pour redonner l'espoir, à la population, de revenir dans le giron des pays civilisés. La stratégie des Américains visait peut-être — en refermant la porte ouverte grâce à l'accord sur le nucléaire iranien — à étouffer le pays de telle sorte que la population fasse le travail de l'intérieur, contrairement à ce qui s'est passé en Irak et en Libye, et à ce qui a été tenté en Syrie (sans succès, il faut le souligner). Cela reste une hypothèse. Nous assistions alors peut-être, en 2020, aux prémices d'un mouvement inverse de celui de 1979, favorable à un rééquilibrage des forces dans cette région du Globe.

Gageons que la population iranienne, très jeune aujourd'hui, née et grandie au milieu de cette sombre théocratie dont elle cherche — on le voit tous les jours — avec grand risque à s'éloigner pour rejoindre l'Occident, garde une intelligence et une culture persane pluri-millénaire propres à lui donner un regard sur Israël résolument différent et certainement bienveillant, comme c'était le cas avant l'avènement de la mollarchie.

L'exemple du Jammu et Cachemire, au Nord de l'Inde

« Je viens ici aujourd'hui, en tant qu'Iranien libre, pour

vous dire que la paix entre Israël, l'Iran, et même entre le monde chiite et le monde sunnite est plus proche que jamais », déclarait il y a peu l'imam Mohammad Tawhidi, un religieux chiite d'origine iranienne qui vit en Australie. Il pense que l'islam doit être réformé pour survivre. Il prône pour cela un grand nombre de mesures drastiques pour supprimer les dangers de l'islam. En août 2019, lorsque l'Inde a révoqué le statut spécial du Jammu-et-Cachemire, il déclarait que le Cachemire était une terre hindoue qui était à juste titre revendiquée par l'Inde. Il faisait en outre valoir que le Pakistan et le Cachemire appartenaient à l'Inde, car la religion de ses habitants était plus ancienne que l'islam. On pourrait sans hésiter comparer cette situation à celle d'Israel...

Malheureusement, Israël est au centre d'un enjeu terrible quand certains souhaitent sa disparition et d'autres un partage de son territoire qui, selon toute vraisemblance historique, ne correspond à aucune règle ethno-géographique, même si les avis — nombreux sur ce point — divergent depuis sa création. Moshe Dayan en son temps, même s'il était partagé sur la responsabilité morale à son peuple sur les souffrances des Gazaouis, n'affirmait-il pas que « au-delà du sillon qui marque la frontière, s'étend un océan de haine avec un désir de revanche ».

Yitzhak Rabin, de son côté, face à l'OLP, semblait plus ambigu quand il affirmait « Je poursuivrai le processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme et le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix. ». Le résultat aujourd'hui se situe loin de cette équation.

Aujourd'hui, pour de multiples raisons de politique intérieure, c'est un paradoxe, Benjamin Netanyahu semble isolé sur la scène internationale du fait de sa détermination et au sein même de sa population en raison du procès que lui font certains israéliens de n'avoir pas pu prévoir le massacre du 7 octobre. Mais à ce jour, il

n'existe aucune opposition sérieuse, comme celle pressentie aux législatives de 2022, avec Benny Gantz qui s'est rallié dans un accord pour former un « gouvernement d'union nationale d'urgence »; rien n'a donc réussi à entamer sa détermination à relever le défi immense d'une réponse forte adaptée aux horreurs perpétrées par les islamistes barbares du Hamas en 2023.

En France, la position émergente pourrait se résumer à celle d'Hubert Vedrine. Le 3 mars dernier sur CNews, il nous a livré une analyse objective sur cette page fondamentale de l'histoire du Moyen-Orient, un mélange subtil des positions de chacun, mais sans apporter vraiment une lueur d'espoir sur la future réalité d'une solution à deux États, entérinée par la résolution 181 des Nations Unis, qui imposait un plan de partage de l'ancienne Palestine mandataire et de la création de l'État d'Israël. Son rejet, alors immédiat par la partie arabe, marquait ainsi le début du conflit israélopalestinien qui semble n'être — c'est encore plus vrai aujourd'hui -, que le seul agenda des peuples musulmans qui s'accorde avec celui de l'islamisation du monde à marche forcée, financé par les gains immenses générés par le pétrole et enflammés par leur culte hégémoniste.

Quant aux positions des nombreux autres dirigeants internationaux, elles sont depuis toujours — quand elles existent -, très proches des tenants de cette solution à deux états et, même si cela reste encore aujourd'hui une dystopie, cette solution leur convient tant ils sont frileux dans l'expression de leur soutien inconditionnel à Israël comme on l'a — encore et toujours — vu depuis six mois.

On se prend dès lors, pour en finir avec cet guerre Historique qui n'a de vrai corpus que « l'intransigeance essentialiste » du peuple arabo-islamique, à espérer qu'Israël puisse enfin se retrouver très vite dans le périmètre réel de son territoire, intégrant la bande de Gaza et la Judée-Samarie, berceaux historiques du Peuple Juif,

avec Jérusalem comme capitale. Dans ce cadre, les musulmans se grandiraient en quittant cette ville « judaïquement sainte » pour se reconstruire sur la grande banlieue de La Mecque, région et capitale avérées des fondements historiques de leur religion.

Il serait bon, quant à nous, en France, de nous inspirer de ce que vit Israël pour que, demain, on n'entende pas, ici et là, le monde occidental supplier : « Musulmans, laissez enfin les Français en paix ! ». Nous sommes en effet aux prémices d'une guerre « civilo-religieuse » sur notre propre sol proche de celle qui se tient sur les terres originelles de notre civilisation judéo-chrétienne depuis plus d'un demi siècle.

Jean-Louis Chollet